



2018
NEGO

EXPRESS

Bulletin du Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec

20 mars 2018

AFFICHAGE DE POSTES

PMO en cours... mais encore ?

Après validation auprès de la Haute direction HQ, les affichages auraient été suspendus pendant quelque temps afin qu'Hydro-Québec entame un Plan de Main-d'œuvre global (PMO).

Ainsi, tous les groupes d'employés syndiqués et non syndiqués auraient fait l'objet de réflexions de la part de la Haute direction. Il va sans dire que la réponse récente de la Régie de l'énergie devrait apporter une pression supplémentaire sur les charges d'exploitation.

Aujourd'hui, le processus de comblement de postes devrait recommencer pour les employés de métiers, tel que priorisé par la Haute direction. Nous n'avons toujours pas de date pour nous, les Spécialistes... Comme vous le savez, nos affichages ne sont plus à date fixe.

Si vous entendez d'autres rumeurs, merci d'en faire part à votre représentant syndical.



SSPHQ Relais électrisants recherchés

Mobilisation

La négociation pour le renouvellement de la Convention collective est maintenant bien entamée. L'équipe Mobilisation est présentement à la recherche de **Relais**, soit des personnes sociables qui veulent s'impliquer auprès de leurs collègues afin de distribuer du matériel promotionnel à l'occasion et être un point de contact du Syndicat.

***Vous voulez faire partie du
Tableau des Relais ?***

**C'est bien simple :
mobilisation@ssphq.org**

Devenir Relais pourrait vous permettre de recevoir des informations avant les autres et, si l'intérêt y est, devenir délégué syndical.

Les Relais doivent être disponibles quelques midis au cours des prochains mois et, si possible, quelques matins avant le début de la plage fixe.



Clin d'œil
Place-Dupuis
soutient
l'équipe Négo !

ACTIVITÉS SYNDICALES

Nominations et élection

Patrick Beauchemin

patrick.beauchemin@ssphq.org
514 840-3000, poste 6560

Élection par acclamation de **Patrick Beauchemin** au poste de Directeur syndical du 1500 Robert-Bourassa, étages 3 et 4 nord, pour les membres en TIC et en Télécom. Patrick, qui a déjà de l'expérience syndicale en tant que délégué, succède à **Guy Simard**, qui entame ses dernières journées de travail à HQ avant la retraite, que nous lui souhaitons bonne.



Frédéric Bibeau

frederic.bibeau@ssphq.org
514 289-2211, poste 3131

La région Montréal – Siège social annonce également à ses membres des **étages 16, 17, 18 et 22** qu'en l'absence de leur directrice syndicale Lyne Jubinville, c'est **Frédéric Bibeau**, Délégué syndical, qui prend en main les différents enjeux des membres, et ce, de façon intérimaire. Si vous avez des questions concernant vos conditions de travail ou vivez une situation problématique, vous êtes invité à le contacter.



Diane Durand

diane.durand@ssphq.org
514 840-3000, poste 7055

La VP Montréal – Place-Dupuis indique qu'en l'absence d'un représentant syndical élu aux étages 6, 7 et 8 de la Place Dupuis, c'est la directrice Diane Durand qui est responsable de répondre à vos questions et de voir à vos enjeux.



VIOLENCE CONJUGALE ET TRAVAIL

LE FÉDÉRAL BOUGE, MAIS QUÉBEC TRAÎNE DE LA PATTE

Les syndicats militent pour que Québec intègre la notion de violence conjugale dans le Code du travail. Précurseur, le Manitoba a déjà agi en ce domaine, suivi par le gouvernement fédéral cet hiver.

Dans son dernier budget, le Fédéral autorise cinq jours de congé payés dans les cas de violence conjugale. Toutefois, seuls les employés québécois sous régime fédéral sont affectés par les nouvelles dispositions suite au budget, soit très peu de personnes dans la province, malheureusement !

La victime qui quitte le milieu familial pour chercher de l'aide se trouve souvent devant un dilemme. D'un côté, s'absenter du travail et risquer de perdre son emploi, et de l'autre, s'y rendre et ainsi permettre au conjoint violent de la retrouver facilement. Tout ça, parce que la violence conjugale n'est pas reconnue comme un motif d'absence.

Les journées de congé payés permettent donc à la victime de trouver un endroit sécuritaire pour vivre et obtenir l'aide des ressources, communautaires et policières, afin d'assurer sa protection.

